

2030: What to Expect?

Marie Hiliquin & Philippe Perchoc

La guerre en Ukraine, la fragmentation géopolitique, la résurgence des conflits interétatiques et l'accélération des ruptures technologiques ont profondément transformé l'environnement sécuritaire européen. Dans ce contexte, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, IRSEM Europe (Bruxelles), a conduit un exercice collectif de prospective stratégique auprès de ses réseaux académiques et institutionnels.

NOTRE ENQUÊTE

Entre le 20 novembre 2025 et le 6 janvier 2026, **617 personnes** ont été sollicitées, issues de la communauté de recherche IRSEM Europe et du ministère des Armées (en France et à l'étranger), incluant des profils académiques, institutionnels et militaires. **269 ont répondu** à notre questionnaire mixte (18 questions quantitatives et qualitatives), soit un taux de réponse de 44 %, avec un taux de complétion de 70 %.

Pour des raisons de confidentialité, la répartition détaillée des répondants n'est pas présentée, limitant partiellement la possibilité d'analyser finement les variations internes. Les résultats reflètent ainsi des perceptions agrégées.

CONSTRUCTION DU QUESTIONNAIRE

Ce questionnaire a été construit à partir de l'identification des priorités stratégiques de l'Union européenne (UE), de ses États membres, et de l'OTAN. Il combine des questions de hiérarchisation des menaces, d'évaluation de niveaux de risque et d'anticipation à l'horizon 2030, selon une approche semi-structurée associant questions fermées et ouvertes. Les réponses qualitatives ont fait l'objet d'un codage thématique permettant leur agrégation et l'identification de tendances récurrentes. Les résultats présentés dans cette analyse doivent être compris comme l'expression de perceptions expertes situées, et non comme une mesure objective ou prédictive de l'environnement stratégique à venir.

OBJECTIFS



Capitaliser sur un réseau unique

Un échantillon rare et diversifié d'acteurs, constituant un corpus d'expertise collective inédit



Construire une vision partagée des évolutions à venir

Consolider les priorités stratégiques européennes à l'horizon 2030



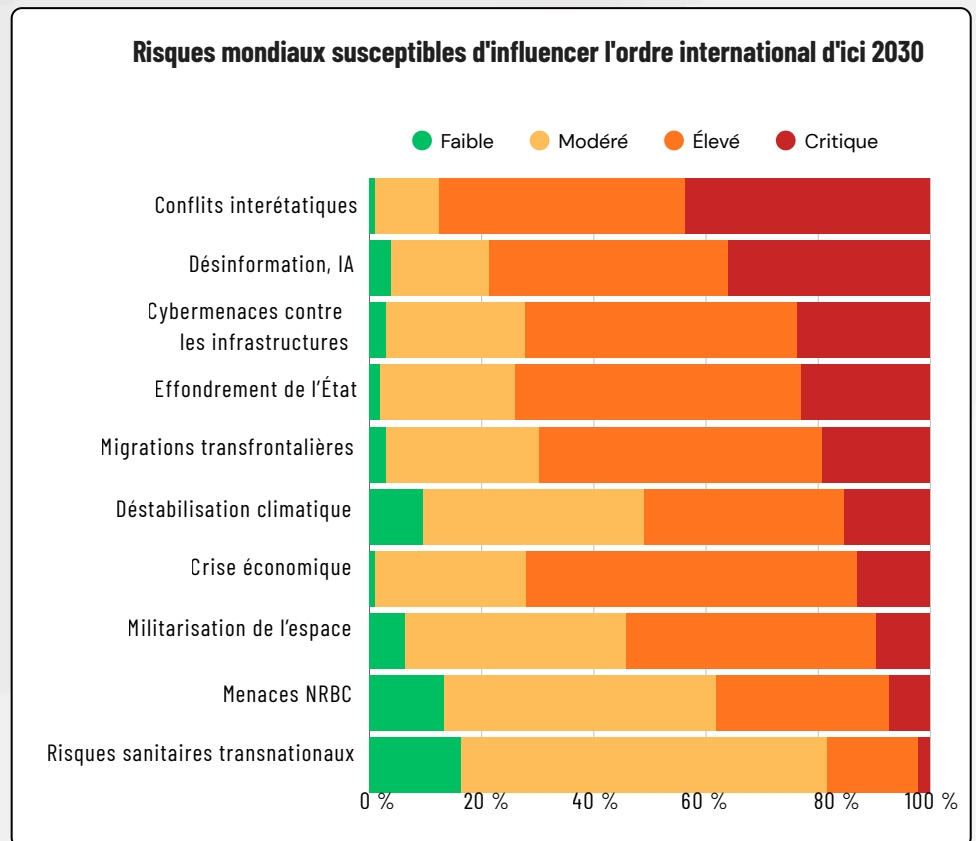
PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Des menaces cumulatives et interdépendantes** : les répondants décrivent un environnement où conflits interétatiques, menaces hybrides et transformations technologiques s'agrègent et se renforcent mutuellement.
- **Une focalisation sur le voisinage européen** : l'instabilité est perçue en priorité dans l'environnement immédiat de l'Europe, en particulier sur le flanc oriental.
- **L'OTAN comme pilier durable de la sécurité** : l'Alliance est vue comme le garant principal de la sécurité européenne, malgré une évolution positive limitée de la perception du rôle de l'UE en matière de défense.
- **Des vulnérabilités structurelles persistantes** : les fragilités identifiées concernent la résilience domestique (énergie, économie, technologie) et certains facteurs transnationaux, comme le climat et les migrations.

Cartographie des menaces et des dynamiques d'instabilité

Hiérarchie des menaces : centralité des conflits interétatiques et croissance des menaces hybrides

- Les résultats du questionnaire confirment le caractère prioritaire des menaces liées à des **conflits interétatiques**, considérés par la majorité des répondants comme étant des risques élevés, voire critiques (42 %). L'effondrement d'États s'inscrit dans la même dynamique, avec une nette domination des évaluations élevées.
- Cette centralité retrouvée du conflit interétatique ne signifie toutefois pas un retour au XIVe siècle, période marquée par les conflits internationaux et dynastiques. Les **menaces hybrides** occupent un espace presque équivalent dans la hiérarchie des risques : plus d'un tiers des répondants (37 %) considèrent l'IA et la désinformation comme étant des risques élevés et critiques et les cybermenaces contre les infrastructures concentrent 70 % d'évaluations élevées et critiques.



- Il est également notable que des **risques non militaires** (crises économiques et migrations transfrontalières) suscitent une préoccupation significative parmi les répondants. À l'inverse, les risques climatiques et sanitaires, ainsi que la militarisation de l'espace et les menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), présentent un profil plus réservé, davantage réparti entre les catégories modéré et élevé.

Ces résultats traduisent moins un « retour vers le futur » dominé par les seules guerres entre États qu'une perception d'un cumul de menaces, où les ruptures technologiques révolutionnent la manière de faire la guerre et d'ouvrir de nouveaux champs de bataille : cyber, IA, espace et NRBC. La vulnérabilité financière et industrielle s'impose par ailleurs comme un facteur central d'instabilité aux yeux des répondants.

84 %

des répondants considèrent les conflits interétatiques comme un risque élevé ou critique susceptible d'influencer l'ordre mondial



2 %

seulement jugent les risques sanitaires transnationaux comme critiques



Dynamiques géographiques : un environnement régionalisé

Aux portes de l'Europe, l'accumulation de conflits prolongés, d'instabilités politiques et de crises humanitaires transforme les frontières extérieures en zones de tension permanente. Les résultats indiquent que les répondants ne hiérarchisent pas ces risques de manière exclusive mais les envisagent comme **simultanés et imbriqués**. Dans ce paysage, le pourtour oriental et septentrional de l'Europe, allant de l'Ukraine à l'Arctique est la région perçue comme la plus instable à l'horizon 2030.

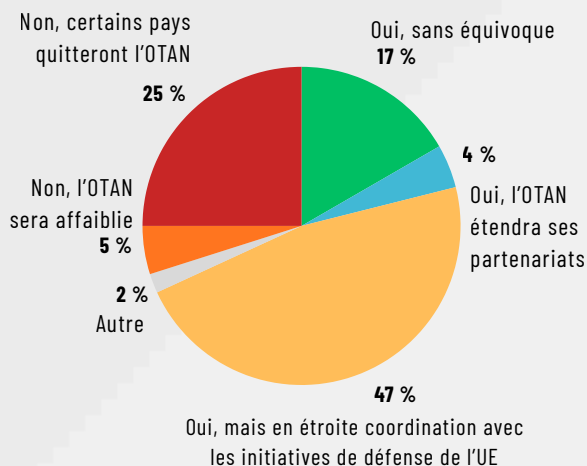
Les projections concernant **l'Ukraine traduisent un pessimisme marqué** : près d'un répondant sur deux (49 %) anticipe un cessez-le-feu instable et plus d'un quart (27 %) des combats localisés persistants. Cette tendance est confirmée par le fait que les experts placent la Russie au premier rang des États menaçant la sécurité européenne, en cohérence avec l'analyse de la Revue nationale stratégique (RNS) française de 2025.

L'Indo-Pacifique apparaît au second rang, avec 54 % des répondants anticipant un niveau élevé d'instabilité d'ici 2030. Malgré la centralité croissante de la question taïwanaise, le repositionnement stratégique des États-Unis vers l'Asie et l'attention particulière que la France accorde à cette région, l'Indo-Pacifique demeure perçu comme un théâtre déterminant mais relativement éloigné. Il est reconnu comme un espace de rivalités systémiques majeures, sans pour autant supplanter le voisinage oriental dans la hiérarchie des urgences.

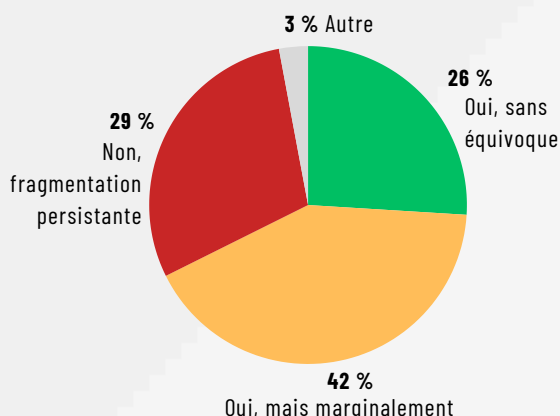
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont majoritairement perçus comme des espaces d'instabilité à l'horizon 2030 : près de 87 % des répondants les considèrent comme une source d'instabilité pour l'Europe, dont 38 % l'estiment majeure. La perspective de stabilité ou de partenariats renforcés demeure marginale. **L'Afrique subsaharienne** présente une lecture similaire : près de 89 % des répondants l'identifient avant tout comme un facteur d'instabilité, principalement « important mais secondaire » (52 %). Là encore, la perception de croissance et de partenariats reste minoritaire.

Ces résultats indiquent que **l'arc méridional de l'Europe** est d'abord identifié comme un espace de risques chroniques plutôt que comme un levier stratégique. De plus, les dimensions relatives aux interdépendances ou chaînes de valeur sont peu mises en avant, pouvant refléter une focalisation des Européens sur le monde à travers leurs frontières immédiates. Ainsi, **l'Amérique latine** est très peu citée par les sondés, quand bien même elle joue un rôle stratégique dans les domaines des minerais ou l'agriculture. Cette faible visibilité peut refléter une focalisation prioritaire sur les espaces géographiques perçus comme directement liés à la sécurité européenne.

D'ici 2030, l'OTAN restera-t-elle le principal garant de la sécurité de l'Europe ?



La sécurité et la défense de l'UE seront-elles plus intégrées et alignées sur la boussole stratégique ?



Les répondants estiment à

49 %

que l'Ukraine sera toujours dans une situation de cessez-le-feu régulièrement violé en 2030



54 %

que le niveau d'instabilité sera élevé dans la région Indopacifique



85 %

que les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne seront un environnement à risque persistant et systémique



Sécurité européenne

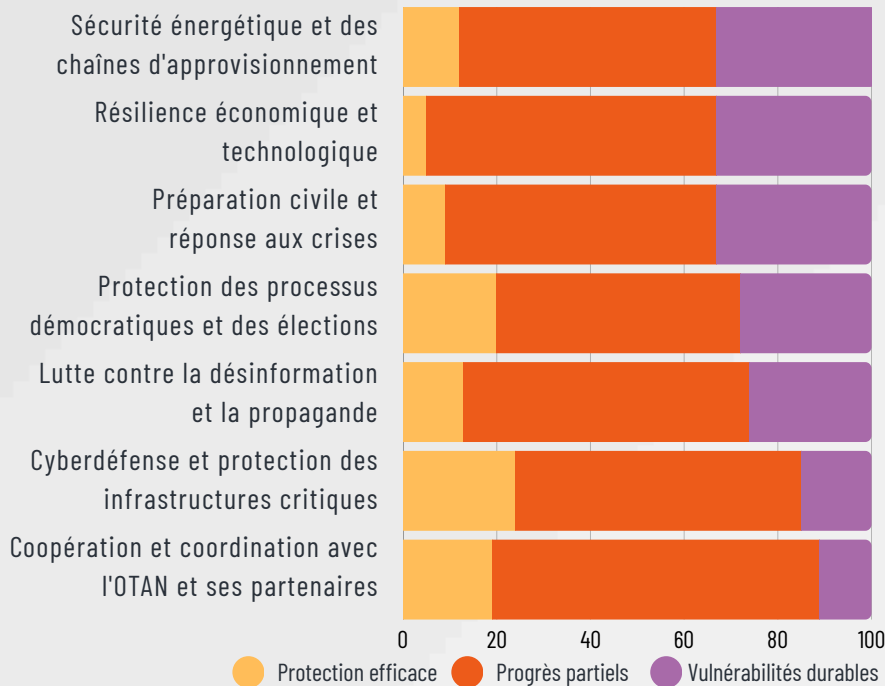
L'OTAN demeure, dans les projections des répondants, le pilier central de la sécurité européenne à l'horizon 2030. Près de la moitié d'entre eux (47 %) estiment qu'elle en restera le garant principal, en forte coordination avec les initiatives de défense de l'Union européenne. Si 17 % anticipent un maintien « sans ambiguïté » de son rôle central, 25 % envisagent toutefois un scénario dans lequel certains pays pourraient quitter l'Alliance. L'hypothèse d'un affaiblissement structurel reste minoritaire. Ces résultats traduisent une double lecture : **la solidité du cadre atlantique n'est pas fondamentalement remise en cause, mais son évolution future est perçue comme dépendante des dynamiques politiques**, tant aux États-Unis qu'au sein des États européens.

S'agissant de l'Union européenne, les attentes apparaissent plus ambivalentes. Une majorité relative (42 %) anticipe des progrès marginaux dans l'intégration de la sécurité et de la défense, tandis que 26 % envisagent une intégration claire et affirmée. Près de 30 % des répondants demeurent sceptiques, et tendent vers une fragmentation persistante. L'ensemble dessine **un paradoxe structurant : les répondants s'attendent à un rôle accru de l'Union, mais doutent de sa capacité à atteindre un niveau d'intégration suffisant pour assurer seule sa sécurité**. L'Europe progresse, mais sans bascule stratégique nette. La coordination OTAN-UE apparaît comme la trajectoire la plus crédible, davantage qu'un scénario d'autonomie pleine ou de désengagement atlantique.

Depuis 2022, la sécurité et la défense européennes ont fait l'objet d'une mobilisation politique et industrielle sans précédent. Les résultats du sondage vont dans le sens de cette dynamique : l'UE se situe majoritairement dans une zone intermédiaire de « progrès partiels », comprise entre 52 % et 70 % selon les domaines. La coopération avec l'OTAN constitue le socle le plus stabilisé, confirmant la prééminence de l'ancrage atlantique dans les réponses des sondés.

Les vulnérabilités les plus élevées concernent les fondements structurels de la puissance : sécurité énergétique (34 % des réponses), résilience économique et technologique (33 %), préparation civile (33 %). La fragilité perçue se concentre donc sur les capacités de résilience interne. Le domaine cyber illustre cette ambivalence : il enregistre le niveau le plus élevé de perceptions de « protection effective » (24 %), mais reste majoritairement classé en progrès partiels (61 %). Dans l'ensemble, les données pointent vers un paradoxe : **l'UE investit, coordonne et progresse, mais demeure exposée**. La difficulté n'est ni dans la création de stratégies et d'orientations, mais dans la capacité à transformer ces cadres normatifs en capacités opérationnelles cohérentes dans la durée.

Protection de l'UE contre les ingérences étrangères et les menaces hybrides



Selon vous, quels sont les principaux obstacles à l'émergence d'une véritable défense européenne d'ici à 2030 ?

« Le principal obstacle [...] n'est pas le manque de ressources ou d'initiatives, mais l'absence d'une culture stratégique partagée : sans une perception commune de la menace, une autorité politique claire et une volonté de mettre en commun la souveraineté en matière de défense, l'Europe continuera de se coordonner militairement sans s'intégrer véritablement. »

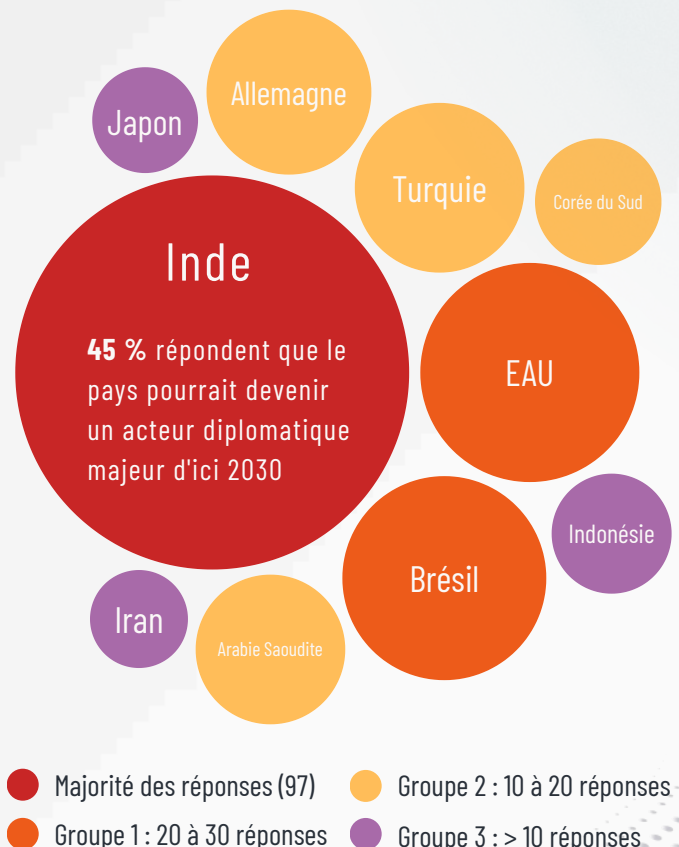
Extrait anonymisé d'une réponse

Vers une recomposition du système international

L'affirmation des acteurs pivots

Dans ce monde en mutation, un certain nombre d'États se signalent comme des acteurs qui peuvent compter dans le jeu international. Parmi les puissances émergentes citées (hors membres permanents du Conseil de sécurité), l'Inde domine très nettement (97 mentions), loin devant les Émirats arabes unis (30 mentions) et le Brésil (26 mentions). Au-delà, les citations se fragmentent rapidement. Cette concentration indique que les répondants n'anticipent pas une multipolarité diffuse, mais l'affirmation de quelques acteurs pivots.

L'intérêt du cas indien tient à son positionnement, fondé sur une logique multi-alignée. Les Émirats arabes unis (EAU) et le Brésil s'inscrivent dans une dynamique comparable. **Ce libre choix stratégique illustre les nouvelles capacités à naviguer entre les pôles de puissance dans un système et des hiérarchies en transition.**



Facteurs d'instabilité sous-estimés pouvant devenir critiques d'ici à 2030



Bien que le questionnaire ait été réalisé avant les développements récents liés au Venezuela, au Groenland ou aux frappes américano-israéliennes contre l'Iran, les États-Unis apparaissent dans les réponses ouvertes comme le principal facteur d'instabilité mondiale.

1 États - Unis

Les sondés soulignent tout d'abord la rivalité avec la Chine. La première place des États-Unis s'explique également par la crainte d'un désengagement partiel d'Europe, l'imprévisibilité perçue de la politique du président Trump, et les incertitudes liées au ralentissement économique américain.

2 Chine

La Chine se situe en seconde position. Elle est associée à la compétition avec les États-Unis, aux tensions autour de Taïwan et en mer de Chine, ainsi qu'à son rôle central dans l'économie mondiale, générateur de dépendances accrues.

3 Russie - Turquie

D'autres acteurs sont également identifiés : la Russie (25 mentions) pour ses ambitions stratégiques et ses capacités à mener des attaques hybrides ; et la Turquie (14 mentions), pour ses ambitions expansionnistes.

Pressions structurelles transnationales et multiplicateurs de risques

- Le **changement climatique** (35 mentions) est identifié dans les réponses ouvertes comme un multiplicateur de risques, entraînant des événements climatiques extrêmes, des flux migratoires, des pénuries de ressources (eau, nourriture, matières premières) et des conflits.
- Les **phénomènes migratoires** (24 mentions), notamment extra-européens, sont présentés comme des facteurs de risques exacerbés par les événements climatiques, l'instabilité et les pressions démographiques en Afrique.
- Enfin, la thématique **démographique** (18 mentions) est évoquée pour souligner les enjeux de natalité ou de déclin de la population.
- Les répondants identifient également un grand nombre de facteurs d'instabilité pouvant affecter les **États européens** : montée des extrémismes politiques, érosion de la cohésion sociale et de la confiance dans les institutions, désinformation, fragilisation des démocraties face aux ingérences étrangères.
- Sur le **plan économique**, on retrouve l'endettement public, les inégalités entre population, le chômage, la concurrence pour l'accès aux ressources, notamment les matériaux critiques, et enfin les dépendances industrielles et énergétiques.

Les nouveaux instruments privilégiés de l'expression des rivalités



La menace la plus citée : l'intelligence artificielle

Utilisation dans la guerre moderne, robotisation et drones, manipulation des masses et désinformation (deepfakes, campagnes d'influence), sabotage d'infrastructures, autonomie décisionnelle, et privatisation dans les domaines de sécurité et de défense.



Un facteur d'amplification

L'IA est perçue comme un facteur d'amplification de ces attaques, rendant difficiles l'identification de la vérité et l'attribution des sources. La dépendance numérique aux GAFAM et aux États-Unis est soulignée comme une vulnérabilité stratégique, tout comme la surveillance accrue des citoyens par les États.



Menaces cybernétiques

Les menaces cybernétiques citées sont attribuées aux technologies quantiques, à l'utilisation malveillante des biotechnologies et aux attaques cybernétiques sur les infrastructures et réseaux.

CONCLUSION



Au final, les perceptions des experts se structurent autour d'une lecture d'espaces fragmentés et marqués par les conflits. Le contrôle physique du territoire et le tracé des frontières redeviennent le pivot des stratégies étatiques, **marquant le retour brutal de la conquête comme mode d'affirmation de la puissance**. Désormais, cette verticalité des États se heurte à un espace mondialisé fluide : l'ordre international qui a prédominé depuis la fin de la Guerre froide s'efface au profit d'une instabilité permanente où le pouvoir se définit également par la capacité à maîtriser les flux. Enfin, les dynamiques transnationales, qu'elles soient climatiques, migratoires ou technologiques, n'agissent plus en marge du politique. Elles deviennent des objets de rivalités et des leviers instrumentalisés. Le territoire n'apparaît donc plus seulement comme l'espace du conflit, mais comme l'enjeu même d'une lutte de représentations et de contrôles, faisant de chaque flux une menace potentielle pour la stabilité des ensembles géographiques.

Les auteurs adressent leurs remerciements à l'équipe de recherche d'IRSEM Europe pour leur soutien : A. Saroufim, M. Ben Mansour, M. Cario, A. Mafuta, C. Port-Levet